

Hebdo Canada

Ottawa
Canada

Volume 11, N° 13
le 30 mars 1983

Le Premier Ministre participe à une réunion des Caraïbes du Commonwealth . 1

Message à la suite des élections en Allemagne de l'Ouest 3

Subventions aux sciences 3

Le Canada et la Campagne mondiale pour le désarmement 3

Comité fondateur de la Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique 3

La fascinante histoire des Montérégiennes 4

Il brûle tout, même la fumée 6

Production de médicaments expérimentaux anticancéreux 6

Une expérience enrichissante: le Centre d'éducation primaire d'Ottawa 6

La chronique des arts 7

Nouvelles brèves 8

Le Premier Ministre participe à une réunion des Caraïbes du Commonwealth



Bob Cooper

Les chefs de gouvernement des Caraïbes du Commonwealth et du Canada, auxquels se sont joints des responsables d'organismes internationaux, lors de la rencontre de Sainte-Lucie. On reconnaît au premier rang (troisième en partant de la gauche), le premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau, avec à sa gauche l'hôte de la rencontre, le premier ministre de Sainte-Lucie, M. John Compton.

Le premier ministre Trudeau a réaffirmé la volonté du Canada de doubler son aide aux pays antillais membres du Commonwealth, sans essayer d'imposer ses vues.

Le premier ministre du Canada a fait cette promesse à Sainte-Lucie, lors d'une rencontre de deux jours des chefs de gouvernement des Caraïbes du Commonwealth et du Canada.

Participaient à cette réunion les chefs de gouvernement d'Anguilla, d'Antigua-et-Barbuda, des Bahamas, de la Barbade, du Belize, des îles Vierges britanniques, du Canada, de la Dominique, de la Grenade, de la Jamaïque, de Sainte-Lucie, de Saint-Christophe-et-Nièves, de la Trinité-et-Tobago et des îles Turques et Caïques. Saint-Vincent-et-Grenadines était représenté au niveau ministériel. Montserrat était représenté par son secrétaire aux Finances.

Étaient également présents, en qualité d'observateurs, le secrétaire général du Commonwealth, le secrétaire général de

la Communauté et du Marché commun des Caraïbes (CARICOM), le directeur général de l'Organisation des États des Caraïbes orientales (OECS) et le président de la Banque de développement des Caraïbes (BDC).

L'idée d'une telle rencontre remonte à la réunion des chefs de gouvernement du Commonwealth tenue en 1981 à Melbourne (Australie). Lors d'un déjeuner offert par le premier ministre Trudeau à ses homologues des Caraïbes, les participants s'entendirent sur l'utilité de rencontres périodiques. Réunis à Ocho Rios (Jamaïque) en novembre 1982, les chefs des pays membres du CARICOM décidèrent de tenir la première de ces réunions à Sainte-Lucie les 20 et 21 février 1983.

Dès son arrivée à Castrie, le premier ministre Trudeau s'est entretenu avec l'hôte de la rencontre, le premier ministre de Sainte-Lucie, M. John Compton. Ce dernier a saisi l'occasion pour remercier le Canada de son aide et il s'est dit un grand



Affaires extérieures
Canada

External Affairs
Canada

admirateur de M. Trudeau qu'il a décrit comme "un grand ami des Antilles".

M. Trudeau a eu plusieurs entretiens bilatéraux, en particulier avec le premier ministre de la Jamaïque, M. Edward Seaga, et avec celui de la Trinité-et-Tobago, M. George Chambers.

Les discussions ont porté principalement sur les relations politiques, les échanges commerciaux, l'aide au développement, les investissements et le tourisme. Les participants ont également discuté de la situation dans les Caraïbes, des développements politiques dans l'hémisphère et des graves problèmes qui se posent à l'économie mondiale.

Le Canada et les Antilles

A l'issue de la réunion, les participants ont émis un communiqué final. Voici des extraits de ce communiqué touchant les relations du Canada avec les pays des Antilles du Commonwealth.

"Les chefs de gouvernement ont...souligné l'importance d'accroître les investissements dans les économies des Caraïbes et d'améliorer l'accès aux marchés pour les produits des Caraïbes. A ce dernier égard, ils ont souligné les occasions de commerce et d'investissement offertes dans le cadre de l'Accord de coopération commerciale et économique Canada-CARICOM de 1979 et convenu que les possibilités d'amélioration devraient être explorées plus avant lors de la prochaine réunion du Comité commercial et économique commun.

"...Les chefs de gouvernement des Caraïbes du Commonwealth ont noté la décision du gouvernement du Canada de développer ses relations de longue date avec les gouvernements des Caraïbes sur une base prioritaire et accueilli avec satisfaction la confirmation donnée par le premier ministre du Canada que cette politique se poursuivra de façon soutenue. A cet égard, le premier ministre du Canada a réitéré l'intention de son gouvernement de maintenir son objectif consistant à doubler le montant de son aide au développement de la région d'ici 1986.

"Les leaders des Caraïbes ont noté avec satisfaction que, dans le cadre de son programme d'aide à la région, le Canada s'est toujours efforcé de promouvoir l'intégration et la coopération régionales et d'appuyer les institutions multilatérales régionales, notamment la Banque de développement des Caraïbes, le Secrétariat de la Communauté des Caraïbes et l'Université des Indes occidentales. Ils ont salué l'annonce faite par le premier ministre du

Canada de l'octroi au Secrétariat du CARICOM d'un crédit annuel d'aide aux petits projets (au niveau initial de \$150 000 pour 1983-1984), qui sera administré par le haut-commissariat du Canada à Georgetown, au titre de la formation de jeunes diplomates des Caraïbes du Commonwealth ainsi que pour d'autres projets. Ils ont exprimé l'espoir que le Canada étende, à l'avenir, son appui à des organismes tels que le Plan alimentaire pour les Caraïbes, l'Institut agricole de recherche-développement pour les Caraïbes (CARDI), la Corporation maritime des Indes occidentales (WISCO), le Service de transport aérien des îles Leeward (LIAT) et le Conseil des examens des Caraïbes (CXC), et qu'il apporte son soutien aux efforts de rationalisation des transports aériens et maritimes dans la région. Les leaders des Caraïbes ont également salué les mesures prises récemment par le Canada pour permettre à la société Pétro-Canada international de participer activement à la mise en valeur des ressources en hydrocarbures, tant terrestres qu'*off-shore*, dans la région des Caraïbes.

"Les leaders des Caraïbes ont, en outre, noté avec satisfaction que, dans le cadre de son aide et de ses autres relations avec les pays de la région, le Canada n'a jamais tenté d'imposer sa propre philosophie ni ses propres perceptions, mais qu'il a plutôt tâché de répondre aux besoins et aux priorités propres aux pays des Caraïbes du Commonwealth."

Relations commerciales

La rencontre de Sainte-Lucie a montré les liens étroits qui se sont développés entre

le Canada et les Antilles du Commonwealth.

Le Canada maintient des relations commerciales de vieille date avec cette région du globe. Il s'y est fait connaître également par les investissements de ses entreprises privées, par l'aide que fournit son gouvernement et par les voyages qu'y font les touristes canadiens. De nombreuses banques canadiennes ont des succursales aux Antilles.

En 1980, le gouvernement canadien décida de donner aux pays des Caraïbes du Commonwealth une place prioritaire dans sa politique étrangère et, l'année suivante, il annonça qu'il doublerait son aide au développement dans cette région au cours des cinq prochaines années.

L'aide au développement aux Caraïbes devrait passer de \$43 millions en 1981-1982, à \$90 millions en 1986-1987. L'aide totale prévue pour la période 1982-1987 s'élève à \$350 millions, dont \$270 millions sous forme d'aide bilatérale.

Durant la même période, le Canada fournira également jusqu'à \$85 millions sous forme d'aide non bilatérale par l'entremise de la Banque de développement des Caraïbes et d'organisations non gouvernementales, et dans le cadre de la Banque de coopération industrielle.

L'Agence canadienne de développement international (ACDI) accorde des crédits aux missions canadiennes pour leur permettre de répondre rapidement aux demandes locales d'aide dans le cas de petits projets. Pour les Antilles de l'Est seulement, le Haut-Commissariat du Canada à Bridgetown a un budget annuel de \$2 millions à cette fin.



Les participants à la réunion de Sainte-Lucie lors d'une séance de travail.

Message à la suite des élections en Allemagne de l'Ouest

Le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen, a fait parvenir ses félicitations au gouvernement de coalition du chancelier Helmut Kohl.

"En élisant l'Union démocrate chrétienne, son parti frère bavarois, l'Union sociale chrétienne, et leur allié, le Parti libéral dirigé par le vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, M. Hans-Dietrich Genscher, l'électorat allemand a démocratiquement exprimé sa volonté de poursuivre la politique intérieure et étrangère qui a fait de la République fédérale d'Allemagne un membre indispensable de l'Alliance et de la Communauté des États libres.

"Le gouvernement canadien se réjouit à la perspective de collaborer avec le nouveau gouvernement allemand tant sur le plan de ses relations bilatérales qu'au niveau international", déclare le ministre MacEachen dans son message.

Subventions aux sciences

Le ministre d'État chargé des Sciences et de la Technologie et du Développement économique, M. Donald Johnston, a communiqué récemment un résumé des dépenses que prévoit le gouvernement au chapitre des sciences et de la technologie et du développement, en 1983-1984.

Les dépenses totales, à la fois en sciences naturelles et en sciences humaines, devraient atteindre \$3,24 milliards.

Dans le domaine des sciences naturelles, on prévoit que les dépenses budgétaires fédérales en R-D augmenteront de \$189,7 millions pour atteindre \$1,96 milliard, soit une hausse de plus de dix p. cent.

On estime que le financement fédéral direct de la R-D exécutée par l'industrie atteindra environ \$461,5 millions, soit une hausse de 27 p. cent par rapport aux \$364,6 millions dépensés en 1982-1983.

L'aide fédérale directe à la R-D exécutée dans les universités atteindra \$374,2 millions contre \$352,5 millions l'an dernier, soit une hausse de six p. cent.

Dans le domaine des sciences humaines, le financement du fédéral de la R-D et des activités scientifiques connexes augmentera de huit p. cent pour atteindre \$631,3 millions (contre \$583,3 millions dépensés l'an dernier). Les universités recevront \$65,3 millions pour les sciences humaines, soit une hausse de 15 p. cent.

Le Canada et la Campagne mondiale pour le désarmement

Le Canada participera à la Campagne mondiale pour le désarmement, a annoncé, le 9 mars, le vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

Deux contributions d'un total de \$100 000 iront directement à la promotion d'activités de recherche et d'information du public entreprises par l'Organisation des Nations Unies.



Le Canada et l'UNSSD II

La Deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement (l'UNSSD II) s'est tenue à New York du 7 juin au 10 juillet. Elle n'a pas permis d'étudier adéquatement tous les points à son ordre du jour, mais le Canada est maintenant d'avis que ses participants réussissent à accomplir leurs tâches.

Les trois conférences préparatoires ont été présidées par l'UNSSD II. Elles ont permis de faire l'état des lieux et de définir les tâches à accomplir. Le Canada a été nommé à la présidence de la Conférence de haut niveau sur le désarmement, qui se tiendra à Genève en septembre 1983. Le Canada a également été nommé à la présidence de la Conférence de haut niveau sur le désarmement, qui se tiendra à Genève en septembre 1983.



Le Canada a utilisé à bon escient sa position de puissance intermédiaire et sa réputation de membre progressiste de l'OTAN. L'allocation du Premier ministre Trudeau a été jugée "diplomatique". Elle se fonde sur la "stratégie de l'approche" proposée à l'UNSSD I, reconnaissant un signe possible de la volonté de l'URSS de permettre un certain degré d'inspection sur place afin de vérifier l'application d'un traité sur les armes chimiques, et venir de mesures de contrôle des armements dans l'espace extra-atmosphérique. Le Premier ministre y soulignait également l'importance de la vérification dans la négociation d'accords sur le désarmement, et ajoutait que le Canada soutiendrait substantiellement les activités de recherche en matière de vérification que l'établissement du financement de ces activités de contrôle des armements et de désarmement permettrait au Canada de s'associer au mécanisme international de vérification qui formerait partie d'un traité d'interdiction complète de tests.

Le Canada et l'UNSSD II 1
Le Canada et l'UNSSD II - Allocation du Premier ministre 2
Lancement de la Campagne mondiale pour le désarmement 3
Le ONI et l'UNSSD II 4
Le CPAED dépose son rapport sur la sécurité et le désarmement 4
Rapport Schaefer sur l'utilisation présumée d'armes chimiques en Asie du Sud-Est 5
Nouvelles initiatives pour favoriser la maîtrise des armes et le désarmement 6
Le SEAE sur l'UNSSD II et les priorités du Canada 7
Instances bilatérales et multilatérales pour l'obtention du contrôle des armes et du désarmement 8
En bref 9

PUBLIÉ PAR LA DIRECTION DU CONTRÔLE DES ARMEMENTS ET DU DÉSARMEMENT
MINISTÈRE DES AFFAIRES EXTÉRIEURES, OTTAWA, CANADA, K1A 0G2

La publication du Bulletin du désarmement est une des initiatives du ministère des Affaires extérieures.

Comité fondateur de la Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique

Un comité fondateur est chargé de préciser la structure d'un organisme appelé Fondation canadienne de l'Asie et du Pacifique, et de réunir les capitaux nécessaires à son financement.

La séance inaugurale du Comité a eu lieu le 10 mars à Vancouver (Colombie-Britannique), en présence du premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau.

Le Premier Ministre avait créé le Comité la veille sur recommandation du vice-premier ministre et secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Allan J. MacEachen.

Pour manifester son appui à cet organisme, le gouvernement assumera les dépenses du Comité et s'engage à doubler le montant des contributions qu'il recueillera auprès des autres ordres de gouvernement et dans le secteur privé, au moins pendant les cinq premières années d'acti-

tion des Nations Unies.

Le Canada versera \$70 000 pour permettre une plus large diffusion de l'Annuaire du désarmement des Nations Unies. Cet annuaire, qui est un des plus ambitieux projets lancés par le secrétaire des Nations Unies au cours des dernières années, est un outil de référence indispensable à tous ceux qui s'intéressent aux questions du contrôle des armements et du désarmement débattues au sein des instances multilatérales. Outre le compte rendu factuel des délibérations de l'Assemblée générale des Nations Unies et de la Commission du désarmement, il rapporte les travaux du Comité du désarmement, organe multilatéral de négociation qui siège à Genève. Jusqu'ici, l'Annuaire n'a connu qu'une diffusion limitée dans les diverses langues des Nations Unies, en grande partie en raison de son prix élevé. En aidant à réduire ce prix, la contribution canadienne permettra d'en élargir la distribution, ce qui accroîtra la portée des efforts du département des Affaires de désarmement des Nations Unies, auquel échoit, principalement, la responsabilité d'organiser la Campagne mondiale pour le désarmement.

Le Canada donnera également \$30 000 à l'Institut de recherche des Nations Unies sur le désarmement pour faciliter son travail dans des domaines intéressants

(suite à la page 8)

vité de la Fondation.

Le Comité sera présidé par M. John Bruk, de Vancouver, auteur d'une étude effectuée récemment pour le gouvernement, dans laquelle il constate l'existence d'un appui général étendu pour la création de cette fondation. Les 14 membres du Comité viennent de l'entreprise, du monde syndical, du milieu universitaire et d'autres secteurs.

Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a demandé au comité d'effectuer son travail dans les plus brefs délais possible.

M. Trudeau a déclaré que la mise sur pied de la Fondation, tout en traduisant l'attention accrue du gouvernement pour nos intérêts internationaux en Asie et dans les pays du Pacifique, contribuera à mieux faire connaître le Canada dans ces pays, rejoignant par là un des objectifs de sa récente tournée en Asie.

La fascinante histoire des Montérégiennes

Utilisées à des fins religieuses, économiques et récréatives, ces collines dispersées sur les basses-terres du Saint-Laurent, des contreforts appalachiens jusqu'au Bouclier précambrien, ont suscité l'intérêt des artistes, des historiens et des géologues. Le texte qui suit est extrait d'un article publié dans GEOS, publication du ministère de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Les auteurs, MM. Yvan Fortier et Maurice Séguin, sont respectivement chercheur à l'emploi de Parcs Canada et professeur agrégé au département de géologie et au programme de génie physique de l'Université Laval à Québec.

Le 3 octobre 1535, Cartier gravit la montagne au pied de laquelle les Iroquois avaient établi le village d'Hochelaga.

"Et par le meillu desdictes terres, voyons ledict fleuve (...) grand, large et spacieux, qui alloit au surouaist, et passoit par auprès de troys belles montaignes rondes, que nous voyons et estimyons qu'elles estoient à envyron quinze lieues de nous."

Ces trois montagnes dont parlait l'explorateur portent aujourd'hui les noms de Saint-Bruno, Saint-Hilaire et Rougemont. Quant à la montagne qui lui permettait d'obtenir cet incomparable coup d'oeil, Cartier l'appela "Le mont Royal", en l'honneur du cardinal de Médicis, évêque de Monreale en Sicile, qui avait obtenu du pape une déclaration favorable à l'expédition française. C'est l'équivalent latin de mont Royal, soit "mons regius", qui a inspiré à Frank D. Adams, en 1903, l'épithète "monterégienne", laquelle a, par la suite, engendré le substantif correspondant.

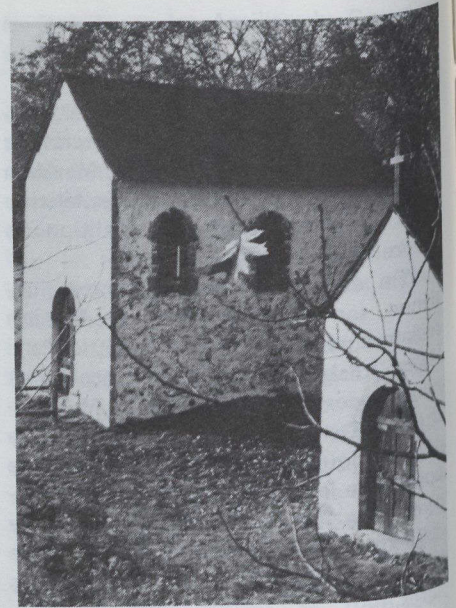
Nous savons maintenant qu'il y a au moins neuf et peut-être même dix collines qui ont une affiliation avec les Montérégiennes, soit le mont Royal, le Saint-Bruno, le Saint-Hilaire, le Johnson (Saint-Grégoire), le Rougemont, le Yamaska (Saint-Grégoire), le Brome, le Shefford, le complexe d'Oka et, peut-être, le mont Mégantic.

Avant de faire l'objet des fouilles des géologues, plusieurs Montérégiennes avaient été scrutées par l'oeil combien différent de l'artiste. Peintres et paysagistes avaient notamment célébré les collines

de la zone montréalaise. Les paysagistes britanniques venus au Canada depuis la seconde moitié du XVIII^e siècle en ont laissé diverses représentations. En 1762, Thomas Patten a dessiné une vue de Montréal avec le mont Royal en arrière-plan. D'autres après lui ont repris des perspectives similaires. En 1793, George Heriot a dépeint Montréal à partir de l'île Saint-Hélène. Richard Dillon, actif de 1781 à 1811, a également laissé une vue de la ville et de sa colline. De Thomas Davies, l'aquarelliste, nous conservons un tableau daté de 1812 montrant le Saint-Bruno, le Saint-Hilaire et le Rougemont à partir d'un point d'observation qui fut peut-être celui de Cartier trois siècles auparavant. Edward Walsh (1756-1832) et Joseph Bouchette (1774-1841) ont à leur tour produit des esquisses où apparaissent ces mêmes "troys belles montaignes rondes".

Le mont Saint-Hilaire nourrit l'imagination populaire et celle des écrivains. Dans un texte publié en 1853, Charles Leclère décrit la montagne sous ses différents aspects. Il parle de l'existence d'une porte étroite et fort élevée, s'ouvrant à même le mur perpendiculaire du flanc nord, qui serait l'entrée de la caverne aux fées, selon l'appellation des habitants de l'époque. Dans sa légende littéraire, Leclère rapporte qu'un vieil ermite aurait habité la caverne à la fin du XVIII^e siècle.

Dans ses *Croquis laurentiens*, le frère Marie-Victorin raconte la légende d'un bûcheron solitaire qui, effrayé par le sifflet de la première locomotive à remonter les



Chapelles de style roman d'Oka.

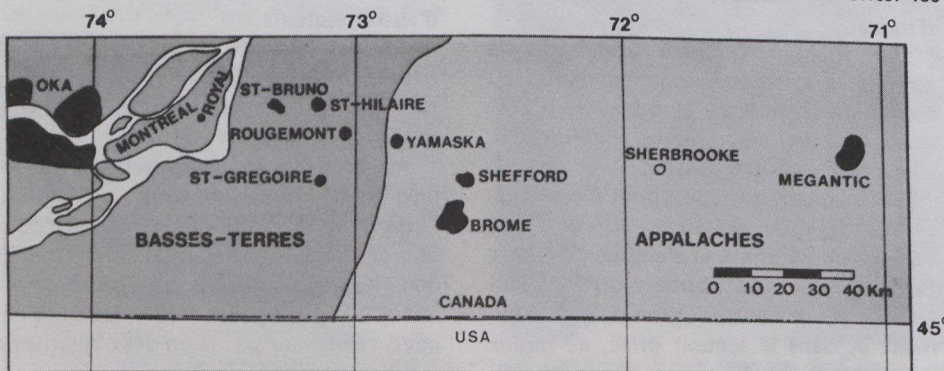
rives du Richelieu, se serait enfui vers un village en racontant que les fées avaient envahi la montagne et s'apprétaient à détruire le pays.

Cette littérature a, par ailleurs, influencé les gens au sujet de l'origine des Montérégiennes et notamment du Saint-Hilaire. Stanislas Côté écrivait que le lac Hertel occupait le principal cratère d'un volcan éteint et ce préjugé a eu la vie dure, tant et si bien qu'il persiste encore aujourd'hui.

En réalité, aucune des Montérégiennes ne résulte d'une éruption volcanique. Le Saint-Hilaire, par exemple, est composé de roches alcalines injectées à travers la couverture rocheuse sédimentaire de la vallée du Saint-Laurent. Il semble, d'après les connaissances actuelles, que la Montérégienne, loin d'être un volcan typique, affecte plutôt la forme d'une cheminée verticale à terminaison laccolithique. La fonte des glaciers à la fin du pléistocène, voilà 13 000 ans environ, aurait radicalement accentué l'érosion des collines monterégiennes et arraché le reste de la couverture sédimentaire des terminaisons laccolithiques, laissant alors en état d'émergence leurs dômes en forme de champignon (monadnock). Toutefois, la formation de ces dômes en forme de champignon remonte bien plus loin encore, jusqu'à l'époque du crétacé (-110 millions d'années environ).

Description géologique

L'aspect structural des Montérégiennes est varié. Le mont Johnson est d'une forme nettement circulaire; le mont Mégantic est de caractère plus ovale et se différencie par son anneau externe en



Monique des arts

forme de crête; au mont Brome, la structure subcirculaire est obtenue par une série de rubans concentriques discontinus. Cet arrangement en rubans apparaît aussi à Oka et la forme globale est elliptique suivant une orientation sud-est et nord-ouest. La plupart des Montérégiennes, telles le mont Royal ou le Rougemont, possèdent une multitude de ramifications, dykes ou filons-couches, partant du corps central et ayant une orientation est-ouest ou nord-est.

On remarque une nette variation du chimisme dans le temps, la période initiale se caractérisant surtout par des roches ultramafiques et mafiques, la période intermédiaire par les monzonites et les essexites, et la phase tardive par des syénites et des granites. La période tardive offre un surcroît d'intérêt du fait que le chimisme de cette période varie en fonction de l'espace. Les intrusifs les plus à l'ouest restent déficients en silice; ceux de l'est, par contre, en sont sursaturés.

Des manifestations religieuses se sont déroulées sur plusieurs des Montérégiennes. Dès le 6 janvier 1643, Paul Chomedey, sieur de Maisonneuve, érigeait une croix sur le mont Royal pour donner suite à un vœu qu'il avait fait si l'établissement naissant de Ville-Marie était épargné de la crue soudaine du Saint-Laurent. Un lieu de pèlerinage a par la suite été créé sur le mont Royal; le frère André (Alfred Besette, 1845-1937), originaire de Saint-Grégoire près du mont Johnson (Saint-Grégoire), y fit en effet construire un oratoire dédié à saint Joseph, patron du Canada depuis 1637.

La Montérégienne d'Oka servit de lieu de dévotion à partir du Régime français jusqu'à tout récemment. Les Sulpiciens responsables de la mission amérindienne du Lac-des-Deux-Montagnes y édifièrent une série de sept chapelles rattachées à la dévotion au chemin de la croix. Ces constructions de pierre de style apparenté au roman remontent à 1740-1742 et la montagne porta longtemps le nom de mont Calvaire. Le complexe d'Oka est par ailleurs le siège d'une institution religieuse de renom: le monastère des Trappistes où les moines dispensèrent un enseignement agricole à partir de 1893 et construisirent une fromagerie dont les produits ont atteint la notoriété.

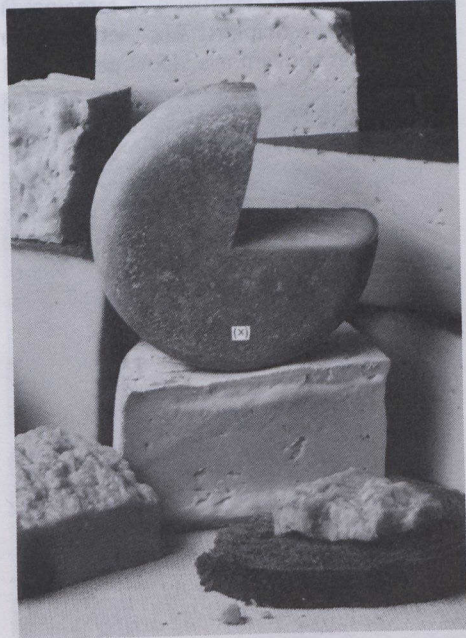
Apport économique
Les Montérégiennes ont également fourni un apport économique de diverses façons. Tandis que la pomme est cultivée de façon extensive sur le Rougemont, et de façon moindre sur le Saint-Hilaire et le



Cueillette de pommes dans un verger de la région de Rougemont.

Brome, c'est l'industrie forestière qui se pratique sur les monts Shefford et Mégantic alors que l'agriculture occupe une part assez importante du terroir sur le mont Brome.

L'extraction de la pierre a caractérisé le mont Royal au XIX^e siècle et le Johnson (Saint-Grégoire) ainsi que le Mégantic au XX^e siècle. On extrait de la pierre concassée du Saint-Bruno, du complexe d'Oka et du Saint-Hilaire. Quant au gîte de niobium du complexe d'Oka, on en a cessé l'exploitation en raison de pro-



Un fromage d'Oka (x) parmi d'autres fromages fins canadiens.

blèmes financiers et de la faible teneur du minéral. Soulignons enfin que les collectionneurs de minéraux rares vont régulièrement faire des excursions au complexe d'Oka, ainsi qu'aux monts Royal et Saint-Hilaire.

Par ailleurs, neuf moulins furent érigés le long du ruisseau de décharge du lac Hertel sur le Saint-Hilaire au cours du dernier quart du XVIII^e siècle et pendant le XIX^e siècle. Ils ont servi à moudre le grain ou au sciage du bois, à fabriquer des portes et fenêtres ou à fabriquer des textiles. Un de ces moulins fut occupé par un taillandier tandis qu'un autre actionnait un pressoir à cidre. Une telle infrastructure économique supposait évidemment un niveau de peuplement avancé: la montagne comptait 1 520 habitants en 1850. On retrouve un phénomène similaire d'occupation permanente sur les pentes du mont Royal mais dans un contexte résidentiel urbain.

Déjà en 1676, une mission avait été établie sur le flanc de la montagne pour les Amérindiens. Détruit par une conflagration en 1694, l'ensemble fut réédifié en pierre et servit de résidence aux Sulpiciens qui l'agrémentèrent d'une magnifique pièce d'eau en 1700 ainsi que de jardins pour le délassement et la promenade. Ces travaux préfiguraient la vocation récréative ultérieure du mont Royal.

Est-il nécessaire, enfin, de rappeler la fonction éminemment culturelle du mont Royal où se retrouvent des institutions d'enseignement, dont l'Université de

Montréal, ou encore celle du Mégantic couronnée depuis quelques années d'un important observatoire astronomique.

Les intrusions montréalaises ne sont pas toutes visibles. Des levés aéromagnétiques réalisés après la Seconde Guerre mondiale couvrant les basses-terres du Saint-Laurent ont mis à jour certaines anomalies. En l'absence de toute colline visible, on a pu quand même retracer la signature caractéristique de la Montérégienne.

Il y aurait, par exemple, à cinq kilomètres à l'ouest du Johnson (Saint-Grégoire), un pluton dissimulé à 50 ou 100 mètres de la surface et, à 11 kilomètres au nord-ouest du Saint-Bruno, un second pluton à une profondeur de 700 mètres. Plusieurs intrusions de type montréalais seraient donc restées enfouies sous les couches sédimentaires des basses-terres de la vallée du Saint-Laurent.

Il brûle tout, même la fumée

Grâce à son brûleur catalytique, le poêle Dorwood Futura peut brûler toutes sortes de bois, et même la créosote dont se dégage la fumée et les gaz.

Le brûleur catalytique est formé d'une structure alvéolaire, faite de céramique réfractaire, de 13,75 centimètres de diamètre et de 3,75 centimètres d'épaisseur, enrobée d'un catalyseur composé en majeure partie de palladium.

Au moyen du brûleur logé dans une cuvette au-dessus du poêle, on peut abaisser le point d'inflammation de la fumée de 260° Celsius à 75° Celsius, ce qui permet à la fumée de se consumer avant d'arriver à la cheminée.

Le poêle Dorwood Futura peut réchauffer un espace d'une dimension maximale de 200 mètres carrés. Il mesure 82,5 centimètres de hauteur, 60 centimètres de longueur et 53,75 centimètres de largeur. Il peut recevoir des bûches de 42,5 centimètres de longueur et, si l'on y effectue quelques petits ajustements, il peut aussi fonctionner au charbon. Il est fait de plaques d'acier épais et il est muni d'une porte en verre de céramique.

Plus le bois produit de créosote et de polluants atmosphériques, mieux il brûle, ce qui veut dire que le pin vert ne laissera pas plus de résidus que le bouleau sec.

Pour de plus amples renseignements concernant le poêle Dorwood Futura, communiquer avec Dorwood Industries Ltd., 2901, Sturgeon Road, Winnipeg (Manitoba) Canada, R2Y 0L4.

Production de médicaments expérimentaux anticancéreux

La compagnie pharmaceutique Bristol-Myers a inauguré, au mois de janvier à Candiac (Québec), un Centre de recherche sur la production de médicaments anticancéreux.

Le Centre produira en quantités limitées des médicaments nouveaux issus de remèdes déjà existants, médicaments qui seront ultérieurement soumis à des essais cliniques dans d'autres établissements scientifiques.

Selon un article de Denis Dion, publié dans le quotidien montréalais *La Presse*, la compagnie pourrait être appelée à produire une quinzaine de nouveaux médicaments par an.

Construit au coût d'environ \$3 millions, le nouvel établissement se distingue par des installations visant à assurer la pureté et l'intégrité des produits et des formules de recherche, et également la protection des usagers du Centre et de l'environnement.

Ainsi qu'on a pu le constater lors d'une visite des lieux, il est utile d'appré-

cier le jeu du labyrinthe si l'on veut travailler au nouveau centre de Candiac. En raison des multiples précautions à prendre pour manipuler les substances anticancéreuses, l'accès d'une salle à l'autre ne peut se faire qu'en passant par l'équivalent de sas. Le résultat: on ne compte pas moins de 67 portes dans un édifice pourtant relativement petit.

On y trouve aussi trois chambres de production où les scientifiques, pendant les opérations délicates, doivent porter un masque qui filtre l'air si efficacement qu'il en élimine toutes les particules dont la taille est supérieure à 0,3 micron (un micron équivaut à un millionième de mètre). D'autre part, pour avoir accès à la chambre en zone stérile, il faut traverser une enceinte munie de deux portes qui ne peuvent être ouvertes simultanément.

Enfin, le Centre dispose d'un équipement spécial permettant de recueillir et de traiter les eaux usées qui pourraient présenter un danger pour l'environnement. Extrait d'un article de Denis Dion, *La Presse*.

Une expérience enrichissante: le Centre d'éducation primaire d'Ottawa

Au Centre d'éducation primaire d'Ottawa, c'est dès la conception que parents et spécialistes collaborent pour offrir au futur enfant les outils et l'ambiance qui, selon eux, favorisent le mieux le développement de tout le potentiel de l'enfant.

Certains jours, jusqu'à 180 enfants, dont l'âge varie de quelques semaines à neuf ans, participent aux activités du Centre, très souvent avec leurs parents.

Le soir, le Centre reçoit des couples qui attendent un enfant. En 1982, il en a reçu plus de 300.

Dans un article, publié dans *Le Droit* (24 février 1983), Adrien Cantin explique l'organisation de ce centre.

Le Centre fonctionne en trois volets qui, tout en étant autonomes, utilisent en commun une bonne partie des ressources humaines et physiques qui y sont disponibles.

Il y a d'abord l'école alternative élémentaire qui accueille quotidiennement quelque 120 élèves du premier cycle (entre quatre et huit ans en général), le Centre de ressources préscolaires pour parents, et la pré-école Carleton, dans laquelle l'Université Carleton est partiellement impliquée, de même que l'Association pour l'éducation à la périnatalité d'Ottawa-Hull.

En plus d'une aide pour se préparer à la naissance de l'enfant, les parents bénéficient de locaux où ils peuvent, par la suite, se rencontrer à tout moment et où les petits peuvent s'amuser à leur guise sous la direction d'un personnel qualifié. Ces derniers apportent en même temps aux parents des outils pour assurer le développement physique, intellectuel, émotif et social de l'enfant.

La pré-école Carleton offre des services qui s'apparentent à ceux des garderies, des pré-maternelles et des maternelles.

Lorsque l'enfant atteint l'âge scolaire, il peut être inscrit à l'école alternative, qui répond en tout point aux normes du ministère de l'Éducation de la province de l'Ontario.

S'ils demeurent autonomes, tant du côté administratif que du financement, chacun des trois volets est soumis aux mêmes principes directeurs, le respect de l'individualité de chaque enfant et la création d'une ambiance de respect mutuel entre enfants et adultes travaillant et apprenant ensemble, venant en tête. Le Centre veut également permettre la participation maximale des parents à chaque étape du développement de l'enfant, tout en s'assurant l'appui du groupe de spécialistes qui s'y trouve.

Gretzky et les Flying Fathers font équipe le temps d'un film

Avec un petit coup de pouce divin, Wayne Gretzky pourrait bientôt prendre le chemin d'Hollywood.

Pour son premier film, la grande vedette du hockey va prochainement faire équipe avec les Flying Fathers ontariens.

Les Fathers, un groupe de 20 prêtres qui jouent du hockey "clownesque" à des fins charitables, ont récemment signé un contrat avec un producteur ciné-

matographique hollywoodien.

Le capitaine de l'équipe, le père Timothy Shea, signale que le film s'adressera aux familles et que les Fathers auront droit de regard sur le scénario.

Le film, dont on n'a encore décidé ni du titre ni de la trame, sera produit par Kragan et Co, qui dirige des artistes tels que Kim Carnes, Kenny Rogers, Rich Little et le J. Geils Band. Le tournage,



Le père Basil Smith s'entretient avec Mme Kathy Sloane, de la compagnie Kragan qui réalisera un film sur les Flying Fathers.

Armand Legault, Le Droit

effectué par Universal Studios, commencera en juin, lorsque Gretzky aura du temps libre.

Les Fathers, qui viennent pour la plupart de l'Ontario, jouent ensemble depuis 20 ans, dit le père Shea. Sur la glace, les tartes à la crème volent et le gardien partage son temps entre son yo-yo et son Nounours. "Le hockey n'est qu'une excuse pour nos âneries", ajoute le père Shea. Ces "âneries" leur valent cependant près de 190 invitations par an, provenant d'Amérique du Nord et d'Europe. Mais, d'après le père Shea, leurs devoirs religieux ne leur permettent pas d'en accepter plus de 25.

"Nous jouons pour n'importe quelle oeuvre de charité sérieuse et nous ne voyons jamais la couleur de l'argent", dit le père Shea, ajoutant qu'il en ira de même pour le film qui leur garantit \$10 000 au départ et jusqu'à \$250 000 après sa sortie. Le contrat a été signé après dix mois de négociations.

Tout a commencé avec la mésaventure d'un des équipiers, le père Les Costello, qui, parti à la chasse, s'est perdu dans le bois pendant 30 heures et a perdu sept orteils, ce qui attira une énorme publicité sur le groupe. Cela a provoqué une réaction en chaîne et on a vu les Fathers aux émissions télévisées *Front Page Challenge* et *Real People*, ainsi que dans les magazines *People* et le *National Enquirer*. Tiré d'un article du *Ottawa Citizen*.

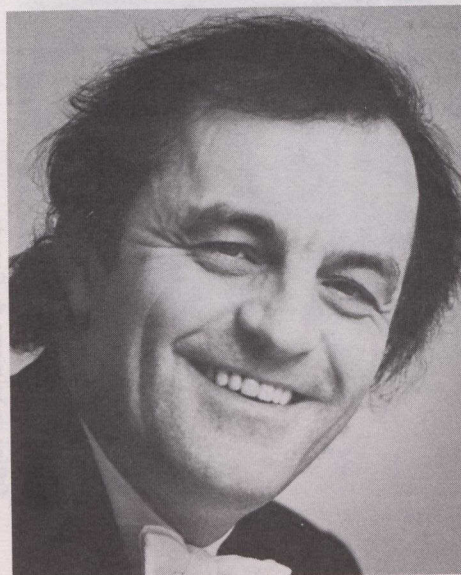
Un autre prix à Dutoit...

Le directeur artistique de l'Orchestre symphonique de Montréal, Charles Dutoit, a reçu une nouvelle fois le Grand prix de l'Académie du disque français pour son coffret de trois disques des concertos de Saint-Saëns, avec en soliste le pianiste Pascal Rogé et l'Orchestre philharmonique de Londres.

Ceci porte à huit le nombre des grands prix internationaux que Charles Dutoit a remportés en l'espace de 12 mois, soit le Grand Prix de l'Académie du disque français, le Grand Prix de l'Académie du disque lyrique, deux Grands Prix du disque de l'Académie Charles-Cros, à Paris, le prix Juno, au Canada, le Grand Prix de la critique internationale, le prix Caecilia de l'Union de la presse musicale belge et, enfin, le prestigieux prix mondial de Montreux.

Signalons également que trois de ses disques ont été en nomination pour le trophée "Grammy".

Charles Dutoit mérite bien l'épithète de "recordman" des prix du disque que vient de lui attribuer un journaliste de Paris.



M. Charles Dutoit

F. Barbeau à la Comédie-Française

François Barbeau, directeur de la section Décoration à l'École nationale de théâtre, dessinera les costumes d'une pièce de la Comédie-Française.

Selon un article de Robert Lévesque (*Le Devoir*, 18 janvier 1983), c'est la première fois qu'un créateur québécois prend part à une production de la plus prestigieuse maison de théâtre de France.

La première de la pièce, *Les Estivants*, de Maxime Gorki, aura lieu le 15 mai.

A son retour d'un voyage récent à Paris, M. Barbeau a déclaré qu'il avait déjà dessiné les esquisses de la plupart des costumes et qu'il retournerait plus tard dans la capitale française avec les maquettes-couleur de l'ensemble des costumes.

Les Estivants est une pièce en quatre actes où circulent plus de 25 personnages constituant l'intelligentsia bourgeoise de la Russie tsariste. La commande au costumier comprend près de 75 costumes.

Nouvelles brèves

Trois habitants de Valleyfield (Québec) préparent une expédition en canot qui aura lieu en 1984, et à laquelle prendront part, prévoit-on, une centaine de canoéistes. L'expédition partira de la baie James pour se rendre à Québec, par le même trajet que Pierre LeMoine d'Iberville et le chevalier de Troyes suivirent en 1686.

Un film de l'Office national du film, *For the Love of Dance*, a obtenu le troisième prix du Festival du film scientifique et didactique qui a eu lieu l'automne dernier à Ronda (Espagne).

Depuis le 27 janvier, en vertu d'une nouvelle loi américaine sur les frais de douane, les ressortissants de ce pays, de retour d'un voyage au Canada, bénéficient d'une nouvelle exonération de US\$ 100, ce qui porte le montant total de marchandises hors-taxe à US\$ 400. De plus, la limite des cadeaux hors-taxe envoyés au Canada a été doublée et portée à US\$ 50.

Des firmes canadiennes ont participé, du 5 au 11 mars, à la Bourse internationale du tourisme et marché des congrès (ITB) de Berlin (République fédérale d'Allemagne).

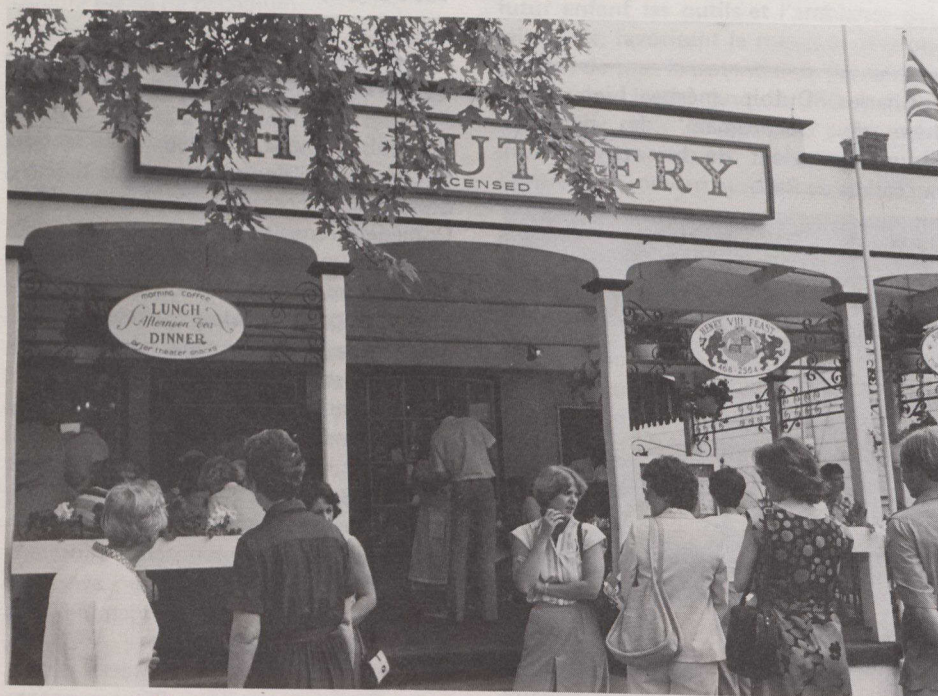
Le ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien a annoncé, en janvier, la conclusion d'un accord d'exploration visant 637 000 hectares dans la mer

de Beaufort, avec la Gulf Canada Resources Inc.

Un jeune groupe prometteur de la région d'Ottawa, le Pat Willbond band, a lancé son premier 45-tours. Ce disque de musique populaire reflète la fraîcheur et l'originalité des chansons du compositeur-interprète et fondateur du groupe, Pat Willbond.

Si on le compare à 31 autres pays, le Canada consomme beaucoup de spiritueux, modérément de bière et peu de vin, a constaté l'Association des brasseurs du Canada. Pour ce qui est des spiritueux, a démontré l'étude, le Canada et l'Union soviétique arrivent tous deux au sixième rang, avec une moyenne annuelle de 3,3 litres d'alcool pur par personne. Pour la bière, le Canada est en quinzième position, avec 86,5 litres. Pour le vin, le Canada est au vingt-quatrième rang (9,4 litres).

La Société pour l'expansion des exportations (SEE) et un consortium de trois banques ont signé un accord de financement évalué à US\$ 12,8 millions en vue d'appuyer la construction d'un hangar et d'un complexe d'entretien d'avions au Sri Lanka par Pendrith Equipment Limited of Mississauga (Ontario). Aux termes de l'accord, la SEE prêtera US\$ 7,07 millions et le consortium, dont le chef de file est la Banque Toronto-Dominion, financera le reste, soit \$5,73 millions.



La terrasse du Butterery, à Niagara-on-the-Lake (Ontario), est un endroit très fréquenté en été. On peut s'y asseoir pour consommer de bons petits plats tout en observant les foules. On peut également déguster à l'intérieur l'un des mets au menu habituel ou bien participer à l'un des "banquets d'Henri VIII" le vendredi ou le samedi soir.

Le Canada... (suite de la page 3)

particulièrement le Canada, comme celui de la vérification, qui fait problème dans les négociations actuelles sur le contrôle des armements et le désarmement. L'Institut, dont le siège est à Genève, a été créé à la suite de la Première Session extraordinaire des Nations Unies consacrée au désarmement (UNSSOD I) et devait être temporaire. L'automne dernier, l'Assemblée générale des Nations Unies a adopté une résolution coparrainée par le Canada, qui prévoit l'établissement d'une institution autonome chargée de faire des recherches indépendantes sur le désarmement et les questions de sécurité connexes, en étroite collaboration avec le département des Affaires de désarmement. Elle sera financée par les contributions volontaires des États et par des organismes privés.

L'an dernier, lors de sa Deuxième Session extraordinaire consacrée au désarmement, l'Assemblée a adopté des lignes directrices concernant la Campagne mondiale pour le désarmement. Le Canada, qui a joué un rôle de premier plan dans la recherche d'un consensus sur ces lignes directrices, continuera à suivre de près les événements liés à la Campagne afin de voir comment il peut le plus efficacement contribuer à la réalisation des objectifs de cette dernière.

Dans sa déclaration à UNSSOD II sur la Campagne mondiale pour le désarmement, le Canada a souligné qu'il avait accordé une attention accrue aux activités de recherche et d'information du public réalisées au pays. Il estime essentiel que la Campagne soit menée dans le monde entier de façon équilibrée, factuelle et objective.

Hebdo Canada est publié par la Direction centrale des affaires publiques, ministère des Affaires extérieures, Ottawa K1A 0G2.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence en indiquant la source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, vous sera communiquée en vous adressant à la rédactrice en chef, Prisca Nicolais.

This publication is also available in English under the title Canada Weekly.

Algunos números de esta publicación aparecen también en español bajo el título Noticiario de Canadá.

Alguns artigos desta publicação são também editados em português sob o título Notícias do Canadá.

Canada

ISSN 0384-2304